A trop courber l'échine…

Bulletin acrate

N°15 mars 2005

Vivre le communisme

D'un côté, nous voulons vivre le communisme ;
de l'autre, nous voulons répandre l'anarchie.
Appel

Il me semblerait plus satisfaisant, pour ma part, puisqu'il s'agit d'hommes
qui se sont illustrés par des actes, qu'on ne les honorât qu'avec des actes
Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*

Vivre le communisme ! Nous entendons d'ici les ricanements soulevés par cette proposition. Ricanements et jugements sceptiques ou blasés. Récemment encore, nous étions confrontés au point de vue de personnes qui nous blâment d'être trop radicaux. Mais en même temps qu'on nous reproche notre radicalité, on nous reproche le fait de ne pas en être à la hauteur, ou bien on nous dit encore que ce que nous voulons est impossible.

En décrétant que nous voulons vivre le communisme, nous ne prétendons pas être en mesure d'abolir la société marchande et l'Etat, ici et maintenant. Ce serait absurde. Nous signifions par là que le communisme doit être considéré avant tout comme une manière de vivre, comme une façon de concevoir notre rapport au monde et aux autres. La politique, entendue comme activité séparée, est le domaine privilégié de la distinction entre les moyens et les fins. Or, nous entendons abolir cette distinction. Nous avons déjà eu l'occasion de rappeler ces mots formidables de Günther Anders : *l'humanité véritable commence plutôt là où cette distinction perd son sens, là où les moyens aussi bien que les fins sont à ce point imprégnés du style même des us et des coutumes que, devant des fragments de la vie ou du monde, on ne peut reconnaître (et on ne se le demande d'ailleurs même plus) s'il s'agit de « moyens » ou de « fins », là où « le chemin qui mène à la fontaine rafraîchit autant que l'eau qu'on y boit ».* Voilà bien résumée notre conception de l'action. Il n'est nullement question pour nous de se fabriquer un petit monde douillé – sorte d'oasis dans le désert qui nous entoure. Car vivre le communisme implique évidemment une lutte quotidienne contre tout ce qui contribue à approfondir le monde de la domination. Par conséquent, il serait prétentieux de penser qu'il suffit de décréter le communisme entre nous pour que tout soit arrangé. Néanmoins, nous nous croyons autorisés à pouvoir afficher l'ambition de pratiquer le communisme.

Bien sûr, de malins esprits s'attachent à ressasser les contradictions inhérentes à notre état actuel. Nous évoluons au sein d'un monde qui nous répugnent et que nous entendons déserter pour mieux l'abattre. Mais pour ces esprits malins, vivre en son sein signifie *ipso facto* que l'on doive en accepter les règles. Non seulement cela induirait que chacun d'entre nous serait totalement libre de faire ce qu'il veut, mais de surcroît les crétins qui nous balancent ce genre d'allégation pensent justifier le fait qu'ils n'aient jamais rien entrepris d'efficient contre ce monde où, finalement, ils vivent plutôt à leur aise. Quant à nous autres, nous préférons certes vivre sans travailler, accomplir nos gestes quotidiens en nous passant le plus possible des infrastructures techno-industrielles. Nous avons déjà évoqué tout cela dans ce bulletin. Pour autant, ceux d'entre nous qui travaillent y ont été d'une manière ou d'une autre contraints à un moment donné de leur

vie. Il est à noter d'ailleurs qu'il est sûrement plus facile de ne jamais commencer à bosser plutôt que d'arrêter quand cela fait plusieurs années que l'on travaille. Il n'en reste pas moins que rien ne nous oblige à aimer notre condition ni à y trouver des excuses. S'il était aussi simple que certains le prétendent de vivre en plein accord avec nos idées, notre monde serait tout autre. Enfin, il serait erroné de croire que le style de vie que l'on mène induit forcément une volonté particulière face à ce monde : on peut très bien être un travailleur salarié et porter en soi une véritable révolte, tandis qu'un voleur peut très bien se comporter comme le pire capitaliste qui soit.

Oui, il est vrai que nous utilisons souvent l'argent pour nous doter de ce dont nous avons besoin. Certains d'entre nous travaillent même pour l'obtenir. On nous dit aussi que le vol constitue une forme de dépendance envers ce système puisque alors nous sommes considérés comme des *parasites*. Penser de la sorte, c'est ne pas voir que la question fondamentale n'est pas de vivre avec ou sans argent mais savoir à quoi l'employer. Si nous tachons de réduire à sa plus simple expression l'usage de la monnaie entre nous, nous ne sommes pas de doux rêveurs qui s'imaginent qu'on va nous laisser avancer à notre guise sans jamais rien nous demander. Nous travaillons à la mise en commun de savoirs et d'outils aptes à nous fournir la plus grande autonomie possible. En d'autres termes, nous *communisons* nos pratiques afin de permettre la multiplication des offensives et des sécessions hostiles à ce monde. En somme, nous visons à suspendre les diverses sortes de rapports inhérents au capitalisme. Quand nous habitons un lieu qui nous permet de déployer nos activités, quand la grève dépasse les mots d'ordre syndicaux pour créer une autre forme de liens qui échappent aux stricts rapports de production, quand la manifestation bon enfant dégénère en émeute, etc., dans tous ces moments, nous considérons que nous vivons pleinement le communisme. A chaque instant que nous entrons en rupture avec la sociabilité imposée par le capitalisme, nous en faisons l'expérience intense.

Il faut être d'un légalisme crasse, d'une bêtise sans borne ou d'un passéisme peureux pour vouer aux gémonies de tels actes. Le plus pathétique dans l'affaire c'est que tous nos ennemis s'entendent à les condamner quand ils sont de notre fait alors qu'ils prétendent parfois se reconnaître dans d'autres, qui sont bien souvent sans commune mesure, lorsqu'ils ont été initiés par des camarades du passé. Que l'on songe aux actes accomplis par les communards ou par les anarchistes espagnols. Ceux là n'ont jamais été traités de casseurs ou de violents. Les mêmes ennemis sont capables de décréter que le soulèvement qu'a connu récemment la Kabylie n'a rien de révolutionnaire et que pour cette raison ils se contentent d'un article médiocre dans un journal (et encore !) au lieu de le soutenir activement.

Nous avons trouvés la citation de Thucydide que nous mettons en exergue de ce texte dans le très bon ouvrage que Jaime Semprun a consacré à cette révolte de Kabylie (*Apologie pour l'insurrection algérienne* aux éditions de l'Encyclopédie des Nuisances). Cette citation dit encore que *l'éloge des actions d'autrui n'est supportable que dans la mesure où l'on se croit soi-même capable de faire ce qu'on entend louer*. Nous avons l'illustration de cette réflexion quotidiennement sous les yeux.



Algérie, printemps 2001

Donc, expérimenter la suspension et la rupture avec le capitalisme, voilà quelle est notre pratique. Il s'agit d'échapper aux rapports marchands, aux rapports de production, à l'économie. Nous voulons que des actes aussi simples que manger ou dormir ne soient plus des actes réductibles à celui plus général de consommer. Pareillement, nous organiser pour répondre à nos besoins ne doit pas se réduire à l'acte de travailler.

Tout cela implique un autre phénomène qui permet de saisir en quoi nous voulons nous dégager des sables mouvants du désert dans le même temps qu'il éclaire les rapports véhiculés par le monde capitaliste. Ce phénomène a très bien été décrit par Hanna Arendt dans ses *Considérations morales* : c'est le fait de suspendre sa pensée, considérée comme un dialogue avec soi-même. Arendt cherche à cerner la question du mal et à comprendre comment *Monsieur tout le monde* est capable de le commettre. Pour résumer très succinctement son exposé, disons qu'Arendt distingue la conscience que l'on a des évènements, de l'accomplissement de nos actes, du fait de penser, c'est-à-dire d'avoir le courage de faire l'effort de retourner chez soi où nous attend notre conscience (cet autre nous-même) pour juger ces actes. Et finalement, pour commettre le mal ou pour laisser commettre le mal sans agir, il suffit de refuser de rentrer chez-soi afin d'empêcher ce dialogue avec soi-même. Il n'est pas question de stupidité ou de méchanceté dans tout cela. La pensée en elle-même n'apporte pas grand-chose à la société, "*elle ne crée pas de valeur, elle ne trouvera pas une fois pour toute ce qu'est « le bien » ; elle ne confirme pas mais dissout plutôt les règles de conduite acceptées. Sa signification morale et politique n'apparaît que dans les rares moments de l'histoire où tout part en miette, le centre ne peut plus être le soutien, la simple anarchie se répand dans le monde […] A ces rares moments cruciaux, la pensée cesse d'être une affaire marginale aux questions politiques. Quand tout le monde se laisse entraîner, sans réfléchir, par ce que les autres font et croient, ceux qui pensent se retrouvent à découvert, car leur refus de se joindre aux autres est patent et devient alors une sorte d'action. L'élément qui purge la pensée […] qui révèle les incidences des opinions reçues et par là les détruit (valeurs, doctrines, théories et même convictions) est politique par ses implications. Car cette destruction a un effet libérateur sur une autre faculté humaine : la faculté de juger, que l'on peut appeler très justement la plus politique des aptitudes mentales de l'homme.*"

Nous autres aimons à pratiquer cet exercice de la pensée de manière collective. Il ne s'agit pas, comme cela peut nous être reproché parfois, de jouer les intellectuels ni de chercher à flatter notre ego. Tous les textes circulant dans la mouvance se retrouvant sur les bases que nous tâchons de définir ici sont anonymes. Personne ne cherche à devenir un gourou et personne ne cherche un maître à penser. Pour notre part, nous avons assez dit combien était grand notre désir de débat et de confrontation. Nous n'avons eu de cesse de répéter également que notre souci n'était pas de donner des leçons à qui que ce soit mais au contraire d'œuvrer à la mise sur pied d'une force porteuse de subversion et de solidarité.

Les idées n'appartenant à personne, il est naturel de les communiser en les confrontant. Ce faisant, nous devenons parfois la conscience d'un certain nombre d'individu que nos paroles et nos écrits dérangent. Bien sûr, il peut paraître prétentieux de décrire les choses ainsi. Pourtant, force est de constater l'agacement provoqué par nos activités chez des gens qui ne devraient pas être agacés s'ils considéraient leurs idées comme autre chose qu'une simple étiquette ou qu'un simple loisir.

Echanges suite à la publication des deux derniers bulletins

Il est banal de remarquer que, même dans les périodes agitées par de grands changements, les esprits les plus novateurs se défont difficilement de beaucoup de conceptions antérieures devenues incohérentes, et en conservent au moins quelques-unes, parce qu'il serait impossible de repousser globalement comme fausses et sans valeur des affirmations universellement admises. Il faut pourtant ajouter, quand on connaît par la pratique ce genre d'affaires, que de telles difficultés cessent d'encombrer dès le moment où un groupe humain commence à fonder son existence réelle sur le refus délibéré de ce qui est universellement admis ; et sur le mépris complet de ce qui pourra en advenir.
Guy Debord, *Œuvres cinématographiques complètes*

Comme nous l'indiquions dans notre précédente édition, nos réflexions au sujet de la lutte de classes amènent quelques remarques de la part de nos lecteurs. Nous voulons ici apporter des réponses écrites à ces remarques amicales qui contribueront à lever tout malentendu.

Notre ami Michel, militant du syndicat CNT-AIT d'Amiens, nous écrit afin de préciser ce qu'il entend par lutte de classes. Après avoir indiqué que le fait d'envisager une fin du capitalisme tout en maintenant les divisions entre classes est une escroquerie, Michel écrit qu'il a fallu plus que le salaire pour compromettre définitivement et idéologiquement les prolétaires et que *"c'est l'actionnariat dit populaire qui permet l'identification du travailleur avec l'entreprise. Plus de patrons identifiés mais des nébuleuses financées par des fonds de pensions, des capitaux privés, des grosses fortunes et des salariés. Tout le monde uni pour faire prospérer l'entreprise. Pas de grève, seulement quand ça peut servir les restructurations ou éviter les explosions sociales incontrôlables."* […] *"Quant aux personnels répressifs, quelque soit leur niveau dans la hiérarchie sociale, ils ne doivent pas être considérés dans notre classe dès qu'ils remplissent leur rôle dans le système capitaliste."* […] *"Plus banalement une caissière de supermarché peut tout aussi bien prévenir son chef ou laisser passer un client qui tente de payer un euro symbolique ses douze litres de Bordeaux. Là est la conscience de classe et la différence entre un patron et un employé n'est pas éthique mais fondamentale."*

Il est clair que pour nous, la fin du capitalisme ne peut qu'être synonyme de la fin de toutes les séparations et hiérarchies. C'est effectivement un leurre que de croire que l'on pourrait vivre dans un monde non capitaliste dans lequel la division entre riches et pauvres et entre chefs et exécutants aurait encore cours. Il est évident que la situation actuelle ne ressemble pas à celle du 19ème siècle ou du début du 20ème. Notre compagnon a raison de dire que l'identification de l'ennemi est rendue plus difficile. Mais ça n'est pas seulement parce que l'époque est aux grands groupes financiers ou à l'actionnariat salarial. C'est aussi parce que le capitalisme représente avant tout un mode de vie et impose des comportements et des rapports sociaux. Sous son règne tout est réduit aux impératifs économiques. Dire que notre intelligence, notre sensibilité et notre façon de concevoir autrui sont littéralement imprégnées par le monde de la marchandise et du travail n'est pas une vue de l'esprit. Tout concourre à atomiser les collectivités. Même quand elles prétendent encore se rebeller, leur façon de lutter emprunte ses mots et ses méthodes au système de domination : démocratisme, respect, négociation, gestion, canalisation des extrémistes, etc. Nous pourrions disséquer longtemps les causes et les conséquences d'un tel phénomène. Nous remarquerions certainement qu'il est difficile de distinguer ce qui est cause et ce qui est conséquence. Pour nous, il ne fait aucun doute que l'idéologie du progrès à contribué pour une bonne part à l'état actuel du monde et des consciences. L'intégration aux mots d'ordre du capitalisme, l'acceptation de ses critères de jugements et l'identification des individus avec les modèles qu'il présente a été permise grâce à la collaboration de la majeure partie du mouvement ouvrier.

Notre ami Michel finit d'ailleurs sa lettre en dénonçant ces imposteurs qui prétendent être révolutionnaires tout en adhérant à des organisations dont les méthodes et la raison d'être sont en tout opposées au développement d'une force révolutionnaire.

En ce qui concerne le fait de renoncer à compter parmi les prolétaires toutes les forces répressives, là encore, nous n'avons rien à objecter. Si ce n'est que d'un point de vue strictement économique, une bonne part des individus sont des prolétaires. En effet, si nous nous en tenons à la définition minimale qui énonce qu'est prolétaire celui qui vend sa force de travail (ses bras et/ou son cerveau) en échange d'un salaire censé lui permettre de satisfaire ses besoins et reconstituer cette force de travail, alors un flic, un contrôleur ou un vigile sont des prolétaires. Michel introduit la notion de conscience de classe afin d'affiner la limite entre les deux camps opposés. Là encore, nous comprenons bien cette démarche, qui d'ailleurs nous donne raison quand nous affirmons que la différence entre un patron et un ouvrier est éthique. Mais nous nous apercevons que le mot éthique est rarement compris par nombre de personnes. Certains y voient même des connotations morales voire religieuses ! Une définition somme toute classique de l'éthique en fait la théorie de l'action que l'humain doit accomplir pour bien mener sa vie. Quand nous parlons de distinction éthique, nous voulons montrer en quoi les choix et les acceptations des uns et des autres indiquent de quel côté ils se situent. Cela nous indique également que si nous pouvons éventuellement être amis avec les uns, il est impossible que nous le soyons avec les autres. On n'est pas flic ou patron innocemment, on ne balance pas son voisin ou son collègue de manière anodine. Par conséquent, si la distinction qui nous intéresse ici est effectivement fondamentale, elle est bien d'ordre éthique puisqu'elle concerne notre disposition à appréhender ce monde et les autres et à nous positionner par rapport à eux.

Notre camarade de la CNT-AIT poursuit son courrier en indiquant que, selon lui, il n'y a pas d'opposition entre lutte de classes et lutte anti-industrielle. Et d'ajouter que les anarcho-syndicalistes s'attachent à faire le lien entre ces deux aspects de la lutte. Il nous semble que cette vision n'est applicable qu'à une fraction de l'anarcho-syndicalisme mais certainement pas à l'ensemble des personnes regroupées sous cette idéologie. Même au sein de la CNT-AIT le point de vue anti-industriel ne rencontre pas l'assentiment de tous.

Il convient ici de bien stipuler les choses : nous disons que la lutte de classes – c'est-à-dire le fait quasiment mécanique que les plus pauvres se confrontent aux plus riches afin d'améliorer leur condition – nous attache toujours plus au monde de la marchandise et aux rapports de production. Certes, pour nos compagnons de la CNT-AIT et pour quelques autres, la lutte de classes à d'autres ambitions : la suppression du salariat et de l'Etat notamment. Mais il n'en reste pas moins que le côté syndicaliste de leur démarche les oblige à formuler des revendications immédiates. Nous avons déjà dit qu'il est évidemment nécessaire de se défendre contre les patrons et les gouvernements. Mais non pas pour défendre de prétendus acquis ni obtenir d'illusoires compensations pour l'existence de merde à laquelle ce système nous condamne. Il est plus que nécessaire d'attaquer sur notre propre terrain : celui de la remise en cause du bien fondé du système marchand et industriel. Non pas sur le mode écologique, ni sur celui de la défense des citoyens, des consommateurs ou des salariés. Il ne faut pas se poser en interlocuteurs mais en ennemis. Il est bien entendu que dans le cadre d'une lutte au sein d'une entreprise, la marge de manœuvre est extrêmement réduite et les risques de répression considérables. Et qui nous dira enfin quel est l'intérêt de demander des salaires décents et des conditions de travail plus sûres et plus agréables quand le travail effectué occasionne pollution et marchandises débilitantes ? Et que dire de ces revendications prétendument radicales qui consiste à réclamer un partage égalitaire du travail (le fameux travaillons tous, moins et autrement) qui nous condamnent toujours plus au bagne du salariat ? On nous dira que

ce genre de slogan est une facilité afin de ne pas effrayer *les gens*. Ce faisant, on prend ces fameux *gens* pour des imbéciles puisque alors on les trompe. Qu'on le veuille ou non, la critique du salariat doit s'exprimer clairement : parler de partage du travail ne dit strictement rien de cette critique. C'est la raison pour laquelle ce terrain là n'est plus une priorité – tout du moins il nous revient d'élargir dès que possible l'horizon de telles luttes. Nous ne pouvons plus nous cantonner dans les rôles que le pouvoir veut nous faire jouer, il n'est plus possible de continuer de marcher dans les impasses qu'il aménage. C'est la raison pour laquelle nous n'avons de cesse de critiquer les revendications et les mouvements partiels. C'est aussi pour cette raison que nous proposons tout de suite la constitution de lieux d'autonomie et l'emploi de moyens clandestins et efficaces contre l'ennemi. A force d'attendre un soulèvement qui ne vient pas en mettant provisoirement un mouchoir sur nos profondes aspirations, nous nous enlisons toujours plus dans le bourbier capitaliste. Tous ceux qui nous disent que nous ne faisons rien de concret tandis qu'eux luttent pour défendre des miettes sont des fumiers qui profitent bien souvent (comme le souligne d'ailleurs Michel) de la situation actuelle.



Pour conclure notre réaction vis-à-vis des propos de notre compagnon, nous réaffirmons que la référence à la lutte de classes n'est plus nôtre. Nous sommes les héritiers des mouvements révolutionnaires passés. Nous savons ce que nous leur devons. Mais nous sommes arrivés à un autre stade. Encore une fois, nous reconnaissons les différences de classes, nous voyons bien qu'il existe des conflits les opposants. Nous-mêmes ne vivons pas dans un monde à part, nous aussi nous connaissons les procédures de licenciement, les factures et les loyers à payer et les fins de mois difficiles. Mais nous voulons dépasser ce simple constat afin de rendre plus efficiente notre critique et, comme nous venons de le dire, de passer à l'offensive depuis la position qui nous convient le mieux. Alors, nous nous rendrons irrécupérables. Pour qu'une telle stratégie puisse avoir des chances de se développer de manière consistante, il faudrait dans un premier temps que tous ceux et toutes celles qui parlent de révolution cessent d'user du même langage que celui du pouvoir et compose allègrement avec lui. C'est pourquoi nous leur donnons des signes d'hostilité.

D'autres commentaires nous sont parvenus. L'un incriminait notre point de vue qui dit que le mouvement ouvrier n'a été que la fraction progressiste du capitalisme visant la gestion du capital par les prolétaires eux-mêmes. Pour Bertrand Louart, puisque c'est lui qui nous a fait cette remarque, ce point de vue est celui du stalinisme. Il est vrai que les staliniens de toutes tendances n'ont jamais rien fait d'autres que de travailler à nous enfermer dans le monde de la production. C'est un dogme pour beaucoup que de voir en chaque chose un fragment du capital. Pour autant, nous avons à considérer les faits. Et ce que nous avançons est une réalité historique. Encore convient-il de préciser que le terme de mouvement ouvrier est bien flou, puisqu'il englobe des parcours et des positionnements incompatibles. Que désigne ce terme ? Les organisations ouvrières (partis et syndicats) ? Leurs méthodes ? Faut-il y inclure les

mouvances plus autonomes, qui n'ont eu de cesse de critiquer ces organisations et dont l'action a néanmoins marqué l'histoire ? Nous ne pouvons nier que les staliniens ont réussi à étouffer toute tentative n'allant pas dans leur sens et que de fait ils ont pu prétendre incarner à eux seul le mouvement ouvrier. D'un autre côté, nous devons noter que le mouvement ouvrier n'est pas le mouvement révolutionnaire – et qu'il y a des prolétaires qui ne sont pas ouvriers. Toujours est-il que la lutte de classes, telle que nous la présentons ci-dessus, n'a fait qu'engendrer une réduction de nos vies aux aspects économiques. Cette lutte de classes ainsi considérée n'est pas neutre dans la forme que le cours de l'histoire a prise.

Un autre ami nous écrit qu'il n'y a pas forcément de contradiction à lutter contre les délocalisations d'usines et le fait de défendre un point de vue anti-industriel, car les délocalisations ne sont pas de simples fermetures d'établissement puisque ceux-ci sont transférés ailleurs. Cela est vrai mais, d'une part, nous doutons que tous ceux qui luttent contre les délocalisations luttent également contre les effets engendrés par leur activité, d'autre part, nous n'entendons pas ces mêmes personnes critiquer le bien fondé de leur travail ni lutter activement contre l'exploitation subie par les travailleurs étrangers présentés comme leurs concurrents. C'est un des reproches que nous adressions à certains militants anarchistes qui reprennent les revendications de travailleurs qui refusent la fermeture de leur usine sans jamais oser aborder concrètement le fond du problème. Cela signifierait une prise de position courageuse consistant à dire aux travailleurs concernés : vous n'avez jamais produit que de la merde, vous n'avez jamais rien fait contre le salariat et c'est maintenant que vous êtes menacés par le chômage que vous vous réveillez. Il faudrait alors prendre la responsabilité de proposer de détourner la lutte des objectifs proclamés : oui à la fermeture des usines (pas seulement parce qu'elles polluent et qu'il n'en sort que des marchandises aliénantes et pas seulement non plus parce qu'on s'y fait exploiter mais bien pour toutes ces raisons *à la fois*), demandons un maximum d'argent aux patrons non pas pour compenser la perte de notre condition d'esclave salarié mais pour nous rendre plus autonomes en mettant en commun cet argent qui servira à nourrir d'autres offensives contre ce monde abject.

Pour terminer, nous souhaitons revenir sur l'usage de l'insulte qui visiblement pose problème à quelques uns de nos lecteurs. Nous avons même lu dans le dernier numéro de *Nouvelles de nulle part* un article qui s'intitulait *Qu'appelle-t-on insulter ?* dans lequel Jean-Marc Mandosio considère que ses propos à l'encontre de Bertrand Louart ne sont pas insultants tandis que nous pratiquons sans vergogne l'exercice en question. Il faut savoir que nous n'insultons pas pour le simple plaisir ni pour nous donner des airs de petites frappes. Nous insultons nos ennemis parce que l'injure est aussi une manière de leur signifier que nous n'entendons pas laisser passer gentiment leurs saloperies. Ce faisant, nous leur montrons qu'ils ne peuvent agir impunément. Quant au message personnel adressé au dénommé Hempel (cf. notre n° 14) sachez que ce dernier nous a répondu par ces mots : "*petit lumpen dégénéré, tu t'es fait enculer par PPDA*". Il donnait rendez-vous au rédacteur de ce bulletin à Paris pour pouvoir, disait-il, le faire "*mettre à genoux et demander pardon à monsieur Hempel*." Outre le fait que le rendez-vous en question était passé au moment où nous avons reçu son courrier, et en faisant abstraction du fait que le rendez-vous manquait en précision puisque aucun horaire n'était indiqué, nous n'avons pas l'habitude de répondre aux convocations qui nous sont faites ainsi. Cette affaire sera réglée par la manière qui s'impose et, en tout état de cause, nous n'en ferons aucune publicité et cesseront du même coup d'ennuyer nos lecteurs.

Sur la Nef des fous

Nous lisons dans le *Combat Syndicaliste* (édition de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées) une critique du texte de Théodore Kaczynski (plus connu sous le pseudonyme d'Unabomber et auteur de *La société industrielle et son avenir*) intitulé *La Nef des fous*. Résumons l'histoire : un bateau vogue tout droit vers la catastrophe. A son bord, passagers et marins ne pensent qu'à leur intérêt égoïste et demandent au capitaine de satisfaire leurs revendications personnelles. Seul le mousse voit bien la situation et dénonce la stratégie des officiers qui mettent tout en œuvre pour que la paix sociale règne à bord. Le hic, c'est que personne ne veut entendre ce que dit le mousse et que personne ne prend la mesure de l'imminence du naufrage qui va avoir lieu.

L'auteur de l'article en question reproche au mousse sa méthode. Selon lui, le mousse s'est isolé en montrant les contradictions de chacun alors qu'il aurait mieux fait de créer et maintenir, à travers les revendications, un état conflictuel propice à la prise de conscience, la réflexion et l'action. En présentant les choses de la sorte, le militant anarcho-syndicaliste opère une distinction entre les revendications immédiates et la nécessité d'abolir le système de domination tout en maintenant que tout cela n'est pas incompatible. Ce faisant, il oublie que la destruction du système est une nécessité immédiate car, au train où vont les choses, notre avenir risque fort de ressembler réellement à celui de la nef des fous. De surcroît, il considère que c'est la façon de faire du mousse qui le conduit à l'isolement stérile, tandis que nous pensons au contraire que ce sont les méthodes utilisées par le pouvoir et les égoïstes qui visent à isoler les *extrémistes*. A ce sujet, nous aimons à rappeler que tout le monde est, à sa façon, un extrémiste. Les individus les plus neutres ou les plus consensuels sont des extrémistes de la neutralité et du consensus… Quant à ceux qui nous qualifient d'exaltés ou d'enragés, nous rétorquons que ces mots sont plutôt flatteurs : nous préférons l'exaltation et la rage à l'ennui et à la terreur.

Les fameuses revendications immédiates ne sont pas seules mises en cause ; la façon dont elles sont défendues par ceux qui les portent est elle aussi mise en pièce dans l'allégorie de Kaczynski. Que l'anarcho-syndicalisme tente d'opérer la jonction entre ces revendications et la rupture révolutionnaire est louable, mais ça n'explique pas pourquoi il ne réussit pas. L'exemple de l'Espagne est pourtant parlant : l'une des raisons pour lesquelles la révolution initiée en 1936 à été un échec réside dans le fait qu'une bonne part des révolutionnaires a cru qu'il fallait d'abord gagner la guerre contre les fascistes avant de continuer la révolution. Selon nous, les revendications immédiates ne retardent pas l'avènement d'un hypothétique grand soir. Elles le rendent illusoire et, au final, impossible. Tant qu'une majorité se contentera des améliorations ponctuelles de leur sort sans voir qu'ils sont assis sur la branche qu'ils sont en train de scier, nous ne pourront rien entrevoir de bon. D'autant plus qu'il serait aberrant de refuser de voir que les revendications partielles nous placent le plus souvent dans la position de quémandeurs. Qui plus est, dorénavant elles expriment plus souvent l'envie de voir satisfaire non pas des besoins (nous pensons d'ailleurs que seule une société réellement libre est en mesure de définir quels sont ses besoins) mais des caprices. Ainsi en est-il de tous les combats progressistes qui exigent une reconnaissance de droits (droits de mariage, d'adoption, de reconnaissance sociale, de tripatouillages chirurgicaux ou génétiques, etc.)

Nous considérons que la mise en avant de la critique radicale du système dans son ensemble est une priorité. Les revendications immédiates peuvent éventuellement servir de prétexte pour faire avancer notre vision des choses dans la mesure où elles se présentent comme de possibles brèches dans lesquelles nous pouvons nous engouffrer. Bien sûr qu'il faut lutter pour que, par exemple, les « sans papiers » ne soient plus traités comme ils le sont. Mais sans taire la problématique profonde qui engendre leur situation actuelle. Ce faisant, les actes suivent d'eux-

mêmes, dans la mesure où notre voix sait se faire entendre. Par exemple, la lutte des sans-papiers à récemment débouchée sur la lutte contre les centres de rétentions. Très rapidement, une analyse radicale s'est fait jour et des actions l'ont traduite concrètement dans les faits : incendies de chantiers, attaques d'agences Bouygues (qui construit ces centres de rétention) allant du simple placardage d'affiches sur les vitrines à la casse de celles-ci, en passant par le sabotage de serrures. A chaque occasion, le lien se fait avec d'autres luttes. C'est ainsi que des représentants du P.S. se sont fait agresser au cours de manifestations, que d'autres cibles sont touchées pour leur implication plus ou moins lointaine dans la construction de ces centres. Que de tels actes se développent et soient repris par la population et la situation peut très vite devenir insurrectionnelle voire révolutionnaire. Souvenons-nous de l'Italie des années 70 où les luttes étaient autonomes et intenses. Regardons du côté de la Kabylie, avec ses grèves, ses boycotts, ses émeutes, ses attaques de gendarmerie et de bureaux de vote, qui sont le fait d'une population qui a déclaré la guerre au pouvoir. Entretenir cette mémoire et faire connaître les conflits en cours est une nécessité.



Un exemple de crétinisme militant

Cette méthodologie rompt avec le jeu des revendications/négociations. Elle brise le respect tout démocratique du pouvoir car elle n'attend rien de lui. Au contraire, elle le prend directement pour cible et œuvre à ne plus en dépendre aussi bien matériellement que politiquement. De surcroît, le type de solidarité qu'elle invente et qu'elle requiert dépasse l'entraide ponctuelle qui se fait jour à chaque fois qu'une lutte se développe. Le message est simple : ce qu'une poignée d'individus peut faire (saccager une agence d'intérim, squatter une maison, faire un potager collectif, faucher un champ d'OGM, saboter son outil de travail, faire dégénérer une grève, etc.) n'importe qui peut le faire à son tour. La multiplication des tels actes portés par une remise en cause profonde des conceptions communément admises est en tout différente du travail militant qui vise avant tout à développer une organisation. Enfin, nous ne pensons pas que l'apathie générale qui règne dans nos contrées puisse s'expliquer par un manque de conscience. Chacun d'entre nous est apte à prendre la mesure de l'état actuel du monde. Tenter de convaincre ceux qui croient encore aux mensonges ou qui s'illusionnent sur une hypothétique amélioration de leur état est un sport réservé aux militants. Nous n'avons pas assez d'énergie à dépenser là-dedans.

Mais arrêtons nous un moment sur ce point : nous pensons donc que le problème ne réside pas tant dans la conscience mais plutôt dans la confiance et dans la détermination à lutter. Sans doute le capitalisme puise une bonne part de sa force dans son immense capacité à mystifier ses victimes. C'est ainsi qu'il répand un énorme mensonge : il nous persuade que nous dépendons totalement de lui. La peur de perdre ce lien de dépendance s'exprime clairement dans la crainte du chômage et avec sa sœur jumelle la défense de l'emploi et de l'économie. Ce faisant, il parvient à faire de nous ses complices, ses collaborateurs. Pourtant, la vérité est tout autre, elle est même inverse à cet odieux mensonge : c'est le capitalisme qui dépend de nous. Cette vérité, nous devons la clamer sans relâche, dussions-nous nous faire encore plus d'ennemis. Car elle n'est pas toujours agréable, ni même évidente, pour beaucoup. Pour certains, elle est tout bonnement scandaleuse.

Il serait pour autant erroné de croire que notre lutte est élitiste ou avant-gardiste. C'est bien au contraire le militant qui veut convaincre qui endosse un rôle d'avant-garde. En ce qui nous concerne, nous agissons pour notre propre compte et ne parlons pas à la place d'autrui. Chacun peut disposer à sa guise de ce que nous semons par le geste, la parole ou l'écrit, et tant pis pour ceux qui ne veulent pas comprendre ! Les élitistes sont ceux qui prétendent expliquer les choses aux autres. Nous développons nos analyses et les soumettons à la confrontation sans souci de ménager qui que ce soit, y compris ceux qui sont susceptibles de nous rejoindre. Ce n'est pas en arrondissant les angles que nous trouverons nos alliés.

Notre stratégie implique donc que nous soyons en mesure de saisir la moindre opportunité se présentant à nous. Cela signifie que nous sommes porteurs d'une volonté de rupture dans le train-train quotidien qui doit pouvoir s'exprimer n'importe quand. Notre avons dit que notre vie devait être la guerre contre la domination ce qui entraîne pour conséquence que nous cassions la routine et les habitudes qui nous enferment dans ce monde. A la différence du militant qui est toujours disposé à concéder à l'ennemi un peu de terrain et à composer avec les plus tièdes, nous préférons encore trancher. Nous n'avons personne à séduire ou à convaincre.

Nous avons cessé d'attendre, nous nous organisons et comptons bien mener notre barque là où nous le souhaitons, en tous les cas, en évitant les voies qui mènent assurément au naufrage et au désastre.

Actualités régionales

Notre région – la Haute-Normandie – est touchée par une nouvelle vague de fermetures d'usines, donc de licenciements, qui donnent lieu à des manifestations. Dans la région de Dieppe, nous avons vu le patron de Palace Parfums profiter des vacances de ses employés pour déménager son usine sans prévenir personne. A Rouen, c'est l'usine Yorkshire, qui produit entre autres choses des colorants chimiques, qui ferme ses portes.

Dans le premier cas, tout le monde s'entend pour vilipender le *patron-voyou* (quel doux euphémisme… Parce que bien évidemment, les autres patrons sont honnêtes, eux !) Mais personne ne fait le lien avec cette autre actualité : les parfums, et plus généralement les produits cosmétiques, seraient nocifs pour la santé. Personne ne dit combien l'usage de tels produits témoigne des comportements les plus imbéciles de la part d'une population qui a peur des effets esthétiques du vieillissement et qui préfère encore sentir la rose quitte à s'intoxiquer encore un peu plus.

Voyez comme cette situation est pathétique : on court après son emploi, on exige un plan social qui ne règlera sûrement rien. Personne ne dit combien la fermeture de telles usines est salutaire. Gageons que d'ici quelques années, quand le nombre de travailleurs malades de leur travail aura grandit, les tribunaux seront saisis afin de compenser financièrement la dégradation de l'état de santé de ces salariés. Qu'auront-ils gagné en termes d'autonomie ? Rien ! Les parfums et les colorants seront fabriqués en Chine ou au Maroc et continueront à empoisonner à la fois ceux qui les produisent et ceux qui les consomment.

Lutte anti-nucléaire

Nous avons déjà eu l'occasion de parler d'un collectif anti-nucléaire qui s'est constitué à la suite de la manifestation nationale ayant eu lieu à Paris en janvier 2004. Nous faisons partie de ce collectif dont l'orientation et l'organisation sont libertaires. Il regroupe des groupes et des individus soucieux de poursuivre une critique radicale de l'industrie nucléaire tant civile que militaire, ainsi que de la société qui la produit et qu'elle contribue en retour à transformer. Nous souhaitons nous mettre en porte à faux par rapport au Réseau Sortir du Nucléaire qui prétend être seul en mesure d'aborder ces problèmes. Outre le fait que la plupart des grosses cylindrées qui animent ce réseau soient tout simplement infréquentables (les Verts ou Greenpeace par exemple), la stratégie médiatique et la volonté de co-gérer la question nucléaire avec l'Etat nous rebute au plus haut point. Néanmoins, il convient de signaler combien cette question est délicate, à commencer par les risques énormes quelle fait encourir à l'ensemble des populations. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons intervenir sur ce thème. Si vous souhaitez être mis en relation avec des membres de ce groupe afin d'organiser des actions, des réunions publiques ou afin de diffuser nos réflexions, vous pouvez écrire au bulletin ou bien directement à l'adresse suivante :

Collectif contre la société nucléaire – 21ter rue Voltaire – 75011 Paris.

En ces temps de morne obscurantisme
l'intelligence est un exercice révolutionnaire.

Nous devons apprendre à lire les nouvelles
formes de la domination. L'Empire est un projet
totalitaire, une hypothèse qui voudrait réduire le
réel à sa mesure, en habitant tous les rapports, à soi-même,
aux autres et au monde.
Trop d'anciennes forces contestataires, pour
n'en avoir pas compris les ressorts, pour n'avoir rien
saisi aux mécanismes du spectacle et du biopouvoir,
combattent des mirages et sont devenues
inopérantes, ou pire, paralysantes pour toute forme
de contestation réelle.
Comprendre qu'à une nouvelle
domination doit correspondre une nouvelle
forme de lutte, savoir distinguer ce qui
affaiblit une puissance de ce qui n'est que le
prétexte à son renforcement préventif, c'est
aussi bien ce qui permet de prendre place
dans une lecture forcément PARTISANE
du présent, de se constituer en force
autonome au sein de la situation.

La neutralité n'est qu'un confortable mythe.

Où trouver A trop courber l'échine ?

A Rouen :
-Librairie Elisabeth Brunet – 70 rue Ganterie – 76000 Rouen
-A l'occasion des banquets organisés dans le hall de la faculté de sociologie à Mont Saint Aignan et qui ont lieu en général le jeudi.

A Paris :
Librairie Actualité – 38 rue Dauphine – 75006 Paris

A Grenoble :
Infokiosque – Squat des 400 Couverts – Traverse des 400 Couverts – 38000 Grenoble

A Nancy :
La Casbah – 20 rue Villebois Mareuil – Quartier Mon Désert



Algérie, printemps 2001

Pour soutenir *A trop courber l'échine…*

Vous pouvez envoyer des timbres, des enveloppes, des sous (**chèques à l'ordre de STA** – Rouen CCP 6 591 39 J) mais aussi vos idées, vos tracts, journaux, dessins et autres. Echange de publication bienvenu. Si vous connaissez des lieux ou des librairies dans lesquels ce bulletin peut être déposé, faites-le nous savoir.
Toute reproduction de ce bulletin, partielle ou intégrale, avec ou sans mention de l'origine, est une contribution à sa diffusion et est donc vivement encouragée.
Pour tout contact, une seule adresse :

A trop courber l'échine…
c/o STA
B.P. 1021
76171 ROUEN cedex 1
France